



Mise à jour – Personne physique

Vous devez obligatoirement écrire votre numéro de licence¹.

N^o de licence :

ASSUREZ-VOUS QUE LES INFORMATIONS FOURNIES DANS CE FORMULAIRE CONCORDENT AVEC LE NOM FIGURANT SUR LA DÉCLARATION D'IMMATRICULATION AU REGISTRE DES ENTREPRISES DU QUÉBEC (REQ)² LE CAS ÉCHÉANT.

Les appels de note renvoient à des explications complémentaires regroupées à la fin de ce document.

Dans le présent document, le genre masculin est utilisé au sens neutre et désigne les femmes autant que les hommes.

1. Coordonnées de l'entrepreneur

Compléter la section ci-dessous seulement si des informations doivent être modifiées ou ajoutées.

<input type="checkbox"/> Modification	Date de modification (aaaa-mm-jj) :	
Nom de l'entreprise³ :		
Autres noms de l'entreprise (raisons sociales) ⁴ (facultatif) :		
Adresse (numéro, rue et ville) :		
Province :	Code postal :	
NEQ (numéro d'entreprise du Québec) ⁵ (facultatif) :		
Téléphone :	Poste :	Télécopieur (facultatif) :
Courriel (facultatif) :		Cellulaire (facultatif) :

1.1 Coordonnées du dirigeant

Compléter la section ci-dessous seulement si des informations doivent être modifiées ou ajoutées.

<input type="checkbox"/> Modification	Date du changement (aaaa-mm-jj) :	
<input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme	Date de naissance (aaaa-mm-jj) :	
Nom :		
Prénom :		
Adresse (numéro, rue et ville) :		
Province :	Code postal :	
Téléphone :	Poste :	Télécopieur (facultatif) :
Courriel (facultatif) :		Cellulaire (facultatif) :

RÉSERVÉ À LA CMEQ

1-

N^o de demande

1.2 Déclarations obligatoires de l'entreprise et du dirigeant

Vous devez répondre à toutes les questions et déclarer tout acte criminel, qu'il soit relié ou non à l'industrie de la construction. La CMEQ et, le cas échéant, la RBQ et la CMMTQ, peuvent en tout temps vérifier et obtenir les renseignements nécessaires à l'application de la Loi sur le bâtiment, notamment auprès de la société Équifax Canada inc. et de la Sûreté du Québec.

Faire une fausse déclaration constitue une infraction passible d'une amende et peut entraîner la suspension d'une licence ou l'annulation d'une licence.

A. À moins d'avoir obtenu le pardon, est-ce que vous ou l'entreprise avez été déclaré coupable par un tribunal du Québec ou hors Québec :

d'un acte criminel prévu à l'article 45 ou à l'article 47 de la Loi sur la concurrence (L.R.C. 1985, c. C-34)?

Oui, il y a 5 ans ou moins Oui, il y a plus de 5 ans Non

d'un acte criminel prévu au paragraphe 1 de l'article 380, à l'article 462.31 ou à l'un ou l'autre des articles 467.11 à 467.13 du Code criminel (L.R.C. 1985, c. C-46)?

Oui, il y a 5 ans ou moins Oui, il y a plus de 5 ans Non

d'une infraction prévue à l'un ou l'autre des articles 5, 6 ou 7 de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (L.C. 1996, c. 19)?

Oui, il y a 5 ans ou moins Oui, il y a plus de 5 ans Non

de tout autre acte criminel?

Oui, il y a 5 ans ou moins Oui, il y a plus de 5 ans Non

Si vous avez répondu « Oui, il y a plus ou moins 5 ans » à au moins une des questions précédentes, l'infraction ou l'acte criminel a-t-il donné lieu à l'imposition d'une peine d'emprisonnement⁶?

Oui Non

B. À moins d'avoir obtenu le pardon, est-ce que vous ou l'entreprise avez été déclaré coupable par un tribunal du Québec ou hors Québec :

d'une infraction à la Loi de l'impôt sur le revenu? Oui Non

d'une infraction à la Loi sur la taxe d'accise? Oui Non

d'une infraction à la Loi sur les impôts? Oui Non

d'une infraction à la Loi sur l'administration fiscale? Oui Non

d'une infraction à la Loi sur la taxe de vente du Québec? Oui Non

d'une infraction à toute autre loi fiscale? Oui Non

d'une infraction à la Loi sur la protection du consommateur? Oui Non

d'une infraction à la Loi sur la santé et la sécurité du travail? Oui Non

d'une infraction à la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction? Oui Non

C. Avez-vous déjà déclaré une faillite personnelle? Oui Non

Si vous avez répondu oui :

Inscrivez la date de la faillite :

D. Au cours des 3 dernières années, avez-vous été dirigeant d'une autre entreprise ayant déclaré faillite? Oui Non

E. Avez-vous été dirigeant d'une société ou d'une personne morale dans les 12 mois précédant la cessation des activités d'entrepreneur de cette société ou de cette personne morale? Oui Non

Si oui, vous devez joindre une lettre explicative signée par le dirigeant. Dans cette lettre, indiquez le nom de la société ou de la personne morale, le numéro de licence et la raison de la cessation.

F. Au cours des 5 dernières années, avez-vous été dirigeant d'une société ou d'une personne morale qui a été déclarée coupable d'une infraction à une loi fiscale ou d'un acte criminel? Oui Non

2. Identification des prêteurs

L'entreprise a-t-elle des prêteurs?

Oui Non

PHOTOCOPIEZ CETTE PAGE SI VOUS AVEZ PLUS DE DEUX PRÊTEURS.

Compléter la section ci-dessous seulement si des informations doivent être modifiées ou ajoutées.

Si vous avez répondu non, passez à la section suivante. Si oui, vous devez identifier tous les prêteurs de l'entreprise, et chaque prêteur doit remplir l'annexe I, « Déclaration du prêteur ».

2.1 Informations sur le prêteur

<input type="checkbox"/> Retrait	<input type="checkbox"/> Modification	<input type="checkbox"/> Ajout	Date du changement (aaaa-mm-jj) :
<input type="checkbox"/> Personne physique		<input type="checkbox"/> Entreprise (personne morale ou société)	
<input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme	Nom de l'entreprise :		
Nom :	NEQ (n° d'entreprise du Québec) :		
Prénom :	Date de naissance (aaaa-mm-jj) :		
Adresse (numéro, rue et ville) :			
Province :		Code postal :	
Téléphone :	Poste :	Télécopieur (facultatif) :	
Courriel (facultatif) :		Cellulaire (facultatif) :	

2.2 Informations sur le prêteur

<input type="checkbox"/> Retrait	<input type="checkbox"/> Modification	<input type="checkbox"/> Ajout	Date du changement (aaaa-mm-jj) :
<input type="checkbox"/> Personne physique		<input type="checkbox"/> Entreprise (personne morale ou société)	
<input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme	Nom de l'entreprise :		
Nom :	NEQ (n° d'entreprise du Québec) :		
Prénom :	Date de naissance (aaaa-mm-jj) :		
Adresse (numéro, rue et ville) :			
Province :		Code postal :	
Téléphone :	Poste :	Télécopieur (facultatif) :	
Courriel (facultatif) :		Cellulaire (facultatif) :	

3. Déclaration formelle du répondant

Le signataire doit être désigné par l'entreprise et être répondant.

Je déclare que tous les renseignements fournis dans cette déclaration et l'annexe I sont exacts et véridiques et font état de la situation réelle et actuelle de la personne physique. Je m'engage à aviser la CMEQ, sans délai, de toutes modifications concernant les renseignements compris dans la présente déclaration.

Nom :	Prénom :
Signature originale obligatoire :	Date de la signature (aaaa-mm-jj) :

Faire une fausse déclaration constitue une infraction passible d'une amende et peut entraîner la suspension d'une licence ou l'annulation d'une licence.

Protection des renseignements personnels :

Les renseignements personnels que vous transmettez à la CMEQ de même que ceux qui seront consignés à votre dossier demeurent confidentiels, à l'exception des renseignements diffusés dans le Registre des détenteurs de licence qui peut être consulté sur le site Web de la RBQ au www.rbq.gouv.qc.ca. La CMEQ pourra utiliser ces renseignements pour l'administration et l'application de la Loi sur le bâtiment. Seuls les employés affectés à l'application de cette loi auront accès à ces renseignements, dans la mesure où ceux-ci sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Destruction des pièces d'identité :

La copie de toute pièce d'identité est détruite conformément à la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1) et à la Loi sur les archives (chapitre A-21.1), à la suite de la délivrance de licence, de la décision définitive refusant la délivrance de la licence, de l'abandon de la demande de licence ou lors de retour à l'expéditeur en cas de demande incomplète. Toute pièce d'identité non valable sera détruite dès sa réception.

ANNEXE I

1. Identification du prêteur

Section à compléter par le nouveau prêteur. Si le prêteur est une personne morale ou une société, veuillez également compléter la section 3.1.

S'agit-il d'une personne physique ou d'une entreprise (personne morale ou société)?

<input type="checkbox"/> Personne physique
<input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme
Nom :
Prénom :
Date de naissance (aaaa-mm-jj) :

<input type="checkbox"/> Entreprise (personne morale ou société)
Nom de l'entreprise :
NEQ (n° d'entreprise du Québec) :

Inscrivez l'adresse du domicile de la personne physique ou du siège de l'entreprise (aucune case postale n'est acceptée).

Adresse (numéro, rue et ville) :		
Province :	Code postal :	
Téléphone :	Poste :	Télécopieur (facultatif) :
Courriel (facultatif) :		Cellulaire (facultatif) :

2. Déclarations obligatoires du prêteur

Vous devez répondre à toutes les questions et déclarer tout acte criminel, qu'il soit relié ou non à l'industrie de la construction. La CMEQ et, le cas échéant, la RBQ et la CMMTQ, peuvent en tout temps vérifier et obtenir les renseignements nécessaires à l'application de la Loi sur le bâtiment, notamment auprès de la société Équifax Canada inc. et de la Sûreté du Québec.

Faire une fausse déclaration constitue une infraction passible d'une amende et peut entraîner la suspension d'une licence ou l'annulation d'une licence.

Dans les 5 ans précédant la date du prêt, à moins d'avoir obtenu le pardon, avez-vous été déclaré coupable par un tribunal du Québec ou hors Québec :

d'un acte criminel prévu à l'article 45 ou à l'article 47 de la Loi sur la concurrence (L.R.C. 1985, c. C-34)	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'un acte criminel prévu au paragraphe 1 de l'article 380, à l'article 462.31 ou à l'un ou l'autre des articles 467.11 à 467.13 du Code criminel (L.R.C. 1985, c. C-46)?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'une infraction prévue à l'un ou l'autre des articles 5, 6 ou 7 de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (L.C. 1996, c. 19)?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
de tout autre acte criminel?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'une infraction à la Loi de l'impôt sur le revenu?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'une infraction à la Loi sur la taxe d'accise?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'une infraction à la Loi sur les impôts?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'une infraction à la Loi sur l'administration fiscale?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'une infraction à la Loi sur la taxe de vente du Québec?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'une infraction à toute autre loi fiscale?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

3. Identification des dirigeants du prêteur

Si le prêteur est une personne morale ou une société, vous devez identifier tous ses dirigeants et remplir les déclarations.

PHOTOCOPIEZ CETTE PAGE SI VOUS AVEZ PLUS DE DEUX DIRIGEANTS.

3.1 Identification d'un dirigeant du prêteur

S'agit-il d'une personne physique ou d'une entreprise (personne morale ou société)?

<input type="checkbox"/> Personne physique
<input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme
Nom :
Prénom :
Date de naissance (aaaa-mm-jj) :

<input type="checkbox"/> Entreprise (personne morale ou société)
Nom de l'entreprise :
NEQ (n° d'entreprise du Québec) :

Inscrivez l'adresse du domicile de la personne physique ou du siège de l'entreprise (aucune case postale n'est acceptée).

Adresse (numéro, rue et ville) :		
Province :		Code postal :
Téléphone :	Poste :	Télécopieur (facultatif) :
Courriel (facultatif) :		Cellulaire (facultatif) :

3.2 Identification d'un dirigeant du prêteur

S'agit-il d'une personne physique ou d'une entreprise (personne morale ou société)?

<input type="checkbox"/> Personne physique
<input type="checkbox"/> M. <input type="checkbox"/> Mme
Nom :
Prénom :
Date de naissance (aaaa-mm-jj) :

<input type="checkbox"/> Entreprise (personne morale ou société)
Nom de l'entreprise :
NEQ (n° d'entreprise du Québec) :

Inscrivez l'adresse du domicile de la personne physique ou du siège de l'entreprise (aucune case postale n'est acceptée).

Adresse (numéro, rue et ville) :		
Province :		Code postal :
Téléphone :	Poste :	Télécopieur (facultatif) :
Courriel (facultatif) :		Cellulaire (facultatif) :

3.3 Déclarations obligatoires des dirigeants du prêteur

Vous devez répondre à toutes les questions et déclarer tout acte criminel, qu'il soit relié ou non à l'industrie de la construction. La CMEQ et, le cas échéant, la RBQ et la CMMTQ, peuvent en tout temps vérifier et obtenir les renseignements nécessaires à l'application de la Loi sur le bâtiment, notamment auprès de la société Équifax Canada inc. et de la Sûreté du Québec.

Faire une fausse déclaration constitue une infraction passible d'une amende et peut entraîner la suspension d'une licence ou l'annulation d'une licence.

Dans les 5 ans précédant la date du prêt, à moins d'avoir obtenu le pardon, l'un des dirigeants du prêteur a-t-il été déclaré coupable par un tribunal du Québec ou hors Québec :

d'un acte criminel prévu à l'article 45 ou à l'article 47 de la Loi sur la concurrence (L.R.C. 1985, c. C-34)?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'un acte criminel prévu au paragraphe 1 de l'article 380, à l'article 462.31 ou à l'un ou l'autre des articles 467.11 à 467.13 du Code criminel (L.R.C. 1985, c. C-46)?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'une infraction prévue à l'un ou l'autre des articles 5, 6 ou 7 de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (L.C. 1996, c. 19)?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
de tout autre acte criminel?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'une infraction à la Loi de l'impôt sur le revenu?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'une infraction à la Loi sur la taxe d'accise?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'une infraction à la Loi sur les impôts?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'une infraction à la Loi sur l'administration fiscale?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'une infraction à la Loi sur la taxe de vente du Québec?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
d'une infraction à toute autre loi fiscale?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si vous avez répondu oui à l'une des questions précédentes, inscrivez le nom du dirigeant ou des dirigeants concernés :

.....

3.4 Signature

Signature originale et obligatoire du prêteur ou du dirigeant du prêteur

Je déclare que tous les renseignements fournis font état de la situation réelle du prêteur et de ses dirigeants et, dans le cas où le prêteur est une personne morale, je suis autorisé à signer en son nom.

Nom :	Prénom :
Signature originale obligatoire du dirigeant du prêteur :	Date de la signature (aaaa-mm-jj) :

Protection des renseignements personnels :

Les renseignements personnels que vous transmettez à la CMEQ de même que ceux qui seront consignés à votre dossier demeurent confidentiels, à l'exception des renseignements diffusés dans le Registre des détenteurs de licence qui peut être consulté sur le site Web de la RBQ au www.rbq.gouv.qc.ca. La CMEQ pourra utiliser ces renseignements pour l'administration et l'application de la Loi sur le bâtiment. Seuls les employés affectés à l'application de cette loi auront accès à ces renseignements, dans la mesure où ceux-ci sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.

Explications complémentaires (notes):

1. **Numéro de licence** : Inscrivez votre numéro de licence figurant sur votre licence d'entrepreneur.
2. **Registraire des entreprises du Québec (REQ)** : Vous pouvez consulter votre dossier au Registraire des entreprises du Québec au www.registreentreprises.gouv.qc.ca
3. **Nom de l'entreprise** : Inscrivez le nom figurant sur la déclaration d'immatriculation, le certificat de constitution, les statuts, les lettres patentes, etc.
4. **Autres noms de l'entreprise** : Inscrivez les autres noms de l'entreprise utilisés au Québec qui sont reliés à ses activités de construction et qui figurent sur la déclaration d'immatriculation.
5. **Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)** : Indiquez le numéro attribué par le Registraire des entreprises du Québec. Il débute par 11 pour une personne morale, par 88 pour une autorité publique ou par 33 pour une société. Si vous n'avez pas de NEQ, vous devez joindre une copie du contrat de la société.
6. **Peine d'emprisonnement** : La peine d'emprisonnement inclut la peine purgée dans un établissement de détention, la peine discontinuée (prison de fin de semaine) et la peine avec sursis (prison à domicile).
7. **Prêteur** : Au terme d'un contrat de prêt d'argent, vous devez identifier tous les prêteurs, autres que les institutions bancaires, les caisses populaires et les caisses d'économie, les compagnies d'assurance et les sociétés de fiducie ou d'épargne. De plus, cette disposition ne vise pas les comptes clients des fournisseurs de services et de matériaux, les avances des actionnaires, les marges et les cartes de crédit, ou les crédits-bails.

Annexe I : La déclaration du prêteur doit être signée par le prêteur. Si le prêteur est une personne morale ou une société, la déclaration doit être signée par le dirigeant de la personne morale ou la société. Elle doit par la suite être retournée au répondant qui devra la joindre à l'envoi du formulaire « Mise à jour ».

Envoi du formulaire « Mise à jour » : Dûment rempli et signé à l'adresse ci-dessous :

Corporation des maîtres électriciens du Québec

5925, boul. Décarie
Montréal, Québec H3W 3C9